

IG AT
comprabilité

429 LM 1/27

SOCIÉTÉ
NATIONALE

13 AVR 1940

INSTRUCTION GÉNÉRALE
MATÉRIEL ET TRACTION — Comptabilité N° 1des
CHEMINS DE FER
FRANÇAIS

Tc

Col.

Nm.
66*annulée suite à lettre* Paris, 8 avril 1940.*67 Ins. Tc. n° 3749 du 25.11.58**Dossier TS
8510/3*

TRAVAUX EXÉCUTÉS POUR LE COMPTE D'ÉTRANGERS A LA S.N.C.F.

(à l'exception des travaux de réparation des wagons de particuliers)

Article 1^{er}. — Objet.

La présente Instruction Générale a pour objet de préciser les règles applicables pour la passation des contrats, la comptabilité des dépenses et des recettes et le contrôle des prix de revient relatifs aux travaux de confection ou de réparation effectués pour le compte d'étrangers à la S.N.C.F. (Etat, Collectivités Publiques, Gouvernements alliés et tiers).

CHAPITRE I

PASSATION DES CONTRATS

Article 2. — Forme des contrats.

Les contrats peuvent revêtir la forme :

- de **marchés** qui sont signés des deux parties; les marchés doivent toujours être timbrés; en outre, s'ils émanent d'une Administration Publique, ils doivent être enregistrés; le timbrage et l'enregistrement de marchés passés avec les Administrations Publiques sont gratuits à condition que cette gratuité soit prévue dans le marché (Décret du 13-10-39 — J. O. du 18-10-39);
- de **Commandes, Lettres-Commandes, Ordres d'exécution** qui font alors, de la part de la S.N.C.F., l'objet d'un accusé de réception qui n'est soumis, ni à la formalité du timbre, ni à celle de l'enregistrement.

Article 3. — Autorités contractantes.

Les contrats, quelle que soit leur forme, peuvent être passés :

— **avec prix convenus**, fermes ou avec clause de révision; ils sont alors du ressort exclusif du Service Central du Matériel, qui, comme il est dit plus loin, arrête les prix sur devis fournis par les Régions et passe les contrats dans la limite des pouvoirs qui lui sont délégués en matière d'approbation de marchés, soit à titre normal, soit à titre spécial pour les fabrications d'armement;

— **sans prix convenus**, le demandeur s'engageant alors, soit explicitement, soit implicitement par l'absence de prix convenu, à régler la S.N.C.F. à prix de revient. Ces contrats ne visent, en général, que des travaux de faible importance et sont, en principe, du ressort des Régions, qui les passent dans la limite des pouvoirs qui leur sont normalement délégués en matière d'approbation de marchés. Les Régions doivent néanmoins faire connaître au Service Central du Matériel les fabrications d'armement qu'elles ont ainsi acceptées.

Article 4. — Fixation des prix convenus — Devis.

Les prix contractuels sont fixés par le Service Central du Matériel d'après des devis établis par les Régions, soit sur demande du Service Central T, soit de leur propre initiative lorsque la demande de prix initiale leur a été directement adressée.

Ces devis, présentés de façon simplifiée sous la forme de l'annexe I, sont, dans tous les cas, adressés au Service Central T.

Pour les fabrications d'armement, lorsque le travail envisagé nécessite la confection ou l'acquisition d'outillages spéciaux, il est, outre le devis de fabrication, établi de la même façon, un devis d'outillage spécial.

Dans ce dernier cas, la détermination du prix de revient unitaire complet est faite en ajoutant au prix de revient brut unitaire figurant sur le devis de fabrication une fraction convenable, à titre d'amortissement, du prix de l'outillage spécial figurant sur le devis d'outillage.

La majoration pour amortissement d'outillage spécial est arrêtée par le Service Central du Matériel, sur propositions des Régions, dans les conditions prévues à l'article 7 du chapitre suivant.

CHAPITRE II

COMPTABILITÉ DES DÉPENSES ET DES RECETTES

Article 5. — Commandes à ouvrir dans les Etablissements exécutants.

Chaque Etablissement exécutant ouvre à l'intérieur de son compte « Travaux en cours à facturer » une commande d'exécution pour chaque marché et, si le marché intéresse des objets de types différents, pour chaque type d'objets.

Pour les fabrications d'armement, à prix convenu ou à prix de revient, il ouvre, en outre, dans les mêmes conditions, une commande d'outillage spécial.

Ces commandes sont classées de façon à permettre de connaître le chiffre d'affaires de chacune des catégories suivantes :

- Commandes de fabrications d'armement passées avec le Ministère de l'Armement, ses établissements et ses sous-traitants :
 - Commandes d'exécution,
 - Commandes d'outillage spécial.
- Commandes de fabrication d'armement passées avec d'autres Ministères ou Etablissements :
 - Commandes d'exécution,
 - Commandes d'outillage spécial.
- Commandes autres que fabrications d'armement passées avec les Ministères, les Collectivités Publiques et les Autorités alliées.
- Commandes passées avec les tiers.

Article 6. — Tenue des commandes d'exécution.

Débit. — Sont inscrits au débit :

- la main-d'œuvre directe valorisée au prix horaire forfaitaire a
- les frais de groupe et les frais d'atelier b
- les charges patronales (1) sur main-d'œuvre directe et indirecte calculées par application à a du taux Pa ou Pd ou Pe, définis à l'article 7 de la circulaire n° 4 pour l'application de l'Instruction Générale, Finances et Comptabilité n° 2 c
- s'il s'agit de confections à facturer en taxe acquittée, le montant de la taxe à la production sur la main-d'œuvre totale d = 20 % (1) de a
- les matières directes e
- les frais indirects de magasin f = 8 % de e
- les frais forfaitaires de transports g = 2 % de e
- les frais généraux y compris la taxe d'armement h = 11 % (2) de a + b + c + d + e + f + g
- s'il s'agit de réparations, le montant de la taxe sur le chiffre d'affaires :

- sans prix convenu i = 3,09 % de a + b + c + e + f + g
- avec prix convenu i = 3 % du prix convenu

(1) La taxe à la production est réglée sous forme de forfait (Note Générale Série M.T., Sous-Série Comptabilité N° 1). Elle est calculée sur la main-d'œuvre directe et sur les frais généraux fixes pour ce calcul, forfaitairement à 100 % de la main-d'œuvre directe. La taxe à la production est égale à :

$$\frac{100 - a}{100 - a} \times (a + \frac{100}{100} a) = 19,98 \% \text{ de } a, \text{ arrondi à } 20 \%$$

(2) Ce taux est fixé par la Circulaire N° 1 pour l'application de l'Instruction Générale-Finances et Comptabilité N° 2.

CONTROLE DES PRIX DE REVIENT - RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES

Article 8. — **Envoi mensuel des prix de revient de fabrication d'armement.**

Le 10 de chaque mois, les Régions adressent au Service Central T un relevé statistique des prix de revient à la pièce des travaux de fabrications d'armement ayant fait l'objet de prix convenus.

Ce relevé est conforme à l'annexe 2 ci-jointe.

Pour les travaux terminés dans le mois précédent, les prix à indiquer sont des prix comptables obtenus en divisant la dépense totale imputée au débit de la commande d'exécution correspondante par le nombre de pièces fournies et acceptées par le demandeur.

Pour les travaux non terminés, on ne fournit de renseignements que pour ceux de ces travaux qui intéressent des séries importantes dont l'exécution s'étale sur une durée supérieure à un mois. Le prix à indiquer est alors le prix estimé compte tenu des temps d'exécution unitaires et des prix des matières par pièce.

Dans le cas où des dépenses d'installations et d'outillages spéciaux ont été engagées, on en indique le montant non encore amorti qui est le montant de la commande d'outillage spécial correspondant ainsi que la fraction de ce montant que la Région propose d'amortir.

Article 9. — **Etat statistiques.**

Les heures passées aux travaux pour le compte d'étrangers à la S.N.C.F. sont indiquées de la façon suivante sur les états statistiques réglementaires :

— **Grands Ateliers** : Etat annexe N° 11 à la Notice Technique N° 26 T. Les heures en question sont indiquées suivant la catégorie des travaux sur les quatre lignes dénommées :

— Etat, collectivités publiques, Gouvernements alliés. } Armement — Ministère de l'Armement.
Arnement — Autres Ministères

— Tiers

— **Dépôts** : Etat annexe n° 7 à la Notice Technique n° 40 T. Les heures en question sont groupées avec les heures refacturées dans la colonne j.

— **Entretiens** : Etat annexe n° 6 à la Notice Technique n° 43 T. Les heures en question sont groupées avec les heures correspondant aux travaux refacturés (Ligne B-d).

Le Directeur Général,
R. LE BESNERAIS.

Pour les travaux autres que les fabrications d'armement, les dépenses de petit outillage spécial sont comprises dans les dépenses ci-dessus, lorsqu'il s'agit d'outillage pratiquement inutilisable pour d'autres travaux ; elles sont imputées dans les frais indirects d'atelier, dans le cas contraire.

Pour les fabrications d'armement, les dépenses d'outillage spécial sont imputées à la commande d'outillage spécial correspondante dont le solde est amorti en totalité ou en partie par virement au débit de la commande d'exécution correspondante, dès terminaison de cette dernière, ainsi qu'il est dit ci-après à l'article 7.

Crédit. — Sont inscrits au crédit :

— les montants des factures établies, suivant le cas, au prix contractuel ou au prix de revient. Dans ce dernier cas, le total du crédit est égal au total du débit.

Solde :

Le solde des commandes d'exécution (solde qui n'existe qu'en cas de facturation à prix convenu) est viré en fin d'exécution au compte « Profits et Pertes » (article 24 du Chapitre III et à la rubrique de ce compte correspondant à la catégorie de la commande).

Article 7. — **Tenue des commandes d'outillage spécial**

Sont imputés aux Commandes d'outillage spécial tous les frais d'acquisition ou de confection d'outillages, de modifications d'outillages existants, d'établissement ou de modification d'installations fixes, nécessités uniquement par l'exécution des commandes de fabrication d'armement.

Les **travaux M. et T.** sont imputés au débit, comme il a été dit à l'article 6 pour les Commandes d'exécution, mais sans application de taxe à la production ou de taxe sur le chiffre d'affaires.

Les **acquisitions** sont imputées au débit, majorées des frais de magasins, des frais forfaitaires de transports et des frais généraux.

Les **travaux « Voie »** sont imputés au débit (facturation par le Service de la Voie).

Dès terminaison de la commande d'exécution, le montant de la commande d'outillage spécial est amorti par virement total ou partiel au débit de la commande d'exécution.

La fraction à amortir est fonction de l'importance des fabrications ultérieures qui pourront encore être exécutées avec l'outillage en question, ainsi que du résultat financier de la commande d'exécution.

Si la commande considérée ne doit comporter aucune suite, le montant de la commande d'outillage doit être amorti en totalité.

Si la commande considérée comporte une suite, la fraction de la commande d'outillage à amortir est d'autant plus faible que la suite sera plus importante. Dans le cas de commande à suite, l'amortissement de l'outillage ne doit pas avoir, en principe, pour effet de rendre la commande d'exécution déficitaire.

Sur le relevé des prix de revient des fabrications d'armement adressé au Service Central T, chaque mois, en application de l'article 8, les Régions indiquent, en regard, des **commandes terminées**, les fractions de dépenses d'outillage qu'elles se proposent d'amortir.

Les opérations comptables d'amortissement sont effectuées au retour de ces relevés.

N° d'ordre

, le

DEVIS DE FABRICATION

(Prix unitaire par objet fabriqué)

Demandeur :

Date de la demande :

A exécuter par :

Nature d'objets à fabriquer :

Nombre et cadence :

NATURE DU TRAVAIL	PRIX HORAIRE	NOMBRE D'HEURES	PRODUIT
Main	20 'f	.....	.....
Machines-outils petites et moyennes, petits pilons, fonderie, soudure..	30 'f	.....	.....
Grosses machines-outils	40 'f	.....	.....
Gros pilons — moutons — emboutissage	60 'f	.....	.....
TOTAUX.....	X	.....	.....
Prix des matières (y compris frais généraux sur matières)		X	.....
TOTAL.....			.....
Majoration pour frais généraux (11 %).....			.....
MONTANT DU DEVIS.....			.....

OBSERVATIONS (1) :

(1) Pour les fabrications d'armement, l'imprimé ci-dessus est également utilisé pour les devis d'outillage spécial. A chaque devis de fabrication est joint un devis d'outillage spécial. On indique dans chaque cas soit le nombre d'objets, soit le nombre de mois qui supporte l'amortissement de la dépense prévue pour l'outillage spécial.

ANNEXE II

SOCIÉTÉ NATIONALE
DES
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Mois d.....

Région d.....

Ateliers d.....

PRIX DE REVIENT DES TRAVAUX DE FABRICATIONS D'ARMEMENT

Prix horaire de la main-d'œuvre :

Taux par heure directe de charges patronales :

NOTA : Les indices **a** à **i** placés en tête des colonnes sont ceux définis à l'article 6 de l'Instruction Générale.

